

BOULANGIER (S<sup>r</sup>). Voir CONFORT (Concession de).

BOURBON - L'ARCHAMBAULT (Allier). Voir ETABLISSEMENTS THERMAUX.

BOURBONNE-LES-BAINS (Haute-Marne). Voir ETABLISSEMENTS THERMAUX.

BOURG-DE-LAUNAY (du) et GUILLEBERT (S<sup>r</sup>). Voir LANGEAC (Commune de).

BOURGEIX (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Carrières).

BOURG-SAINT-AURICE (Savoie). Décret, du 31 juillet 1882, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> *Turrettini, Beau et Blanchet*, en concession de mines d'or, d'argent et de cuivre dans la commune de — ; I, 224. = Décret, du 27 août 1883, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> *Turrettini, Beau et Blanchet*, en concession de mines d'or et d'argent dans la commune de — ; II, 352.

BOURG-SOUS-LA ROCHE (Vendée). Voir DYNAMITE.

BOUPÈRE (Le) (Vendée). Décret, du 16 août 1883, concédant aux s<sup>rs</sup> *Richarme et Wagner* les mines d'antimoine sulfuré du — ; II, 350.

BOUTHORS et consorts. Voir BEAUVAL (Commune de).

BOUTON (S<sup>r</sup>). Voir DYNAMITE.

BOYÉ (S<sup>r</sup>). Voir BAUMONNE (Concession de La).

BRAINVILLE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 27 août 1889, concédant à la *Société anonyme des forges de la Providence* les mines de fer de — ; VIII, 235.

BRAVARD ET DUPONNOIS (S<sup>rs</sup>). Voir MALLEVILLE (Commune de).

BRÉHAIN (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 10 mars 1886, concédant aux s<sup>rs</sup> *Ferry, Curique et C<sup>ie</sup>* les mines de fer de — ; V, 133.

BRÉTÉCHÉ (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

BREUIL - BARRET (Vendée). Voir DYNAMITE.

BRÉVILLY (Société anonyme des forges de). Voir SERROUVILLE (Concession de).

BRIEY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 21 janvier 1884, rejetant la demande de la *Société des hauts fourneaux de Saulnes*, en concession de mines de fer dans les communes de — et autres ; III, 16. = Décret, du 3 avril 1884, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> *Schneider et C<sup>ie</sup>* en concession de mines de fer dans les communes de — et autres ; III, 51. = Décret, du 7 avril 1887, concédant, aux s<sup>rs</sup> *Schneider et C<sup>ie</sup>*, les mines de fer de — ; VI, 140.

BRINDOS (Basses-Pyrénées). Décret, du 23 mai 1887, concédant au s<sup>r</sup> *Gindre* les mines de sel gemme de — ; VI, 200.

BRISCOUS (Basses-Pyrénées). Décret, du 3 février 1885, rejetant la demande de la *Société civile des sels de Bayonne*, en concession de mines de sel gemme dans les communes de — et autres ; IV, 21.

BRUAY (Pas-de-Calais). Décret, du 25 novembre 1884, portant extension de la concession des mines de houille de — ; III, 360.

BRUAY (Compagnie des mines

de). Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

BRUGAIROLLES, FLOUTIER ET TOULOUZE (S<sup>rs</sup>). Voir GANGES (Concession de).

BRUGÈRE (La) (Puy-de-Dôme et Haute-Loire). Voir AUZELLES (Concession d').

BRULOT ET LASSALLE (S<sup>rs</sup>). Voir PETITE-MARCHE (Commune de La).

CABARROC (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Recherches de mines).

CABESSES (Las). Voir LAS CABESSES.

CÂBLES. Circulaire, du 4 mai 1882, relative à la surveillance des — employés dans les exploitations de mines ; I, 203.

CAHEN, HAUTCOEUR et consorts (S<sup>rs</sup>). Voir HALOUSE (Concession de).

CAISSES D'ASSURANCES. Loi, du 11 juillet 1868, relative à la création de deux caisses d'assurances : l'une en cas de décès, l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels ; II, 5. = Décret, du 10 août 1868, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juillet 1868 ; II, 9. = Circulaire, du 13 octobre 1868, portant envoi d'instructions pour l'application de la loi du 11 juillet 1868 ; II, 45. = Circulaire, du 14 octobre 1868, portant envoi du règlement d'administration publique du 10 août 1868, sur les — ; II, 51.

BUDGET. Instructions, du 12 janvier 1884, relatives à la suppression du — des dépenses sur ressources spéciales ; III, 22.

BUJARD (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

BULLY-GRENAY (Pas-de-Calais). Voir DYNAMITE.

BUREAU (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Caisses de secours, travail des enfants).

## C

CAISSE DES MINES (Société La). Voir SAINT-CHAMP (Concession de).

CAISSE CENTRALE DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS DU BASSIN DE LA LOIRE. Voir JURISPRUDENCE (Caisses de secours).

CAISSES DE RETRAITE (Renseignements statistiques sur les). Voir STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE.

CAISSES DE SECOURS. Circulaire, du 28 mai 1883, portant envoi d'un questionnaire sur les caisses de prévoyance et de secours organisées dans les charbonnages ; II, 299. Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

CALAMINIÈRE (La) (Loire). Voir MONTCEL (Concession du).

CALVI (Corse). Voir DYNAMITE.

CAMÉRATA (Algérie). Décret, du 9 février 1883, concédant à la *Compagnie des mines de fer de Camérata*, les mines de fer de — (département d'Oran) ; II, 26. = Décret, du 23 avril 1889, autorisant la *Compagnie anonyme*

CAMÉRATA (suite) : des minerais de fer de *Mokta-el-Hadid*, à réunir la concession des mines de fer de — aux concessions de même nature d'*Ain-Mokra*, des *Karézas* et de *Bou-Hamra* (département de Constantine); VIII, 79. Voir JURISPRUDENCE (Concessions de mines).

CAMOINS (Établissement thermal de) (Bouches-du-Rhône). Voir JURISPRUDENCE (Eaux minérales).

CANIGOU (Société des mines et usines du). Voir JURISPRUDENCE (Sociétés de mines).

CANNET-DU-LUC (Le) (Var). Décret, du 30 août 1884, portant rejet de la demande des s<sup>rs</sup> *Roux de Fraissinet et C<sup>ie</sup>*, en concession de mines de cuivre argentifère, plomb, zinc et autres métaux connexes dans les communes du — et de *Vidauban*; III, 265.

CAPELLE (Affaire époux). Voir JURISPRUDENCE (Redevances tréfoncières).

CARABELLI (S<sup>rs</sup>). Voir ERBAJOLO (Commune d').

CARDO (Corse). Décret, du 12 juin 1891, autorisant la C<sup>ie</sup> *New consolidated mining company limited*, à réunir la concession des mines de pyrites de fer et de cuivre et autres métaux connexes de — à celles des mines de cuivre et autres métaux connexes de *Frangone* (Corse); X, 244.

CARMAUX (Rejet d'une demande en modification du périmètre de la concession de). Voir ALBI (Concession d'). = Voir DYNAMITE.

CARRIÈRES. Circulaire, du 5 septembre 1882, relative au tirage des coups de mine dans les — situées dans le voisinage des chemins de fer; I, 269. = Circulaire, du 6 août 1890, relative au tirage à la mine dans les — exploitées à ciel ouvert, à proximité des chemins de fer et des voies navigables; IX, 376. = Circulaire, du 9 septembre 1891, complétant la circulaire précédente du 6 août 1890; X, 337. = Décrets réglementant l'exploitation des — des départements ci-après: 31 juillet 1882, *Aisne*; *Deux-Sèvres*; I, 225. = 13 janvier 1883; *Loiret*; II, 20. = 3 avril 1889; *Loir-et-Cher*; *Vienne*; VIII, 71 et 77. = 26 novembre 1889; *Seine-Inférieure*; VIII, 366. = 14 mars 1890; *Charente-Inférieure*; IX, 138. = 26 mai 1891; *Loire-Inférieure*; X, 237. = 24 juin 1891; *Calvados*; *Meurthe-et-Moselle*, *Meuse*; *Vosges*; X, 246 et 247. = 15 juillet 1891; *Seine-et-Oise*; X, 289. = 16 novembre 1891; *Marne*; X, 375. = Emploi de la dynamite dans les mines et —. Voir DYNAMITE.

CARROS (Alpes-Maritimes). Décret, du 14 décembre 1885, concédant aux s<sup>rs</sup> *Guigues et consorts*, les mines de houille de —; IV, 307.

CASSAIGNE (Algérie). Décret, du 7 juillet 1890, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> *Gérard, Lévy et consorts*, en concession de mines de bitume, pétrole et soufre, dans les communes de — et de *Renault* (département d'Oran); IX, 256.

CASSAR, MÉDEVIELLE ET XIBERRAS (Société). Voir GUELMA (Commune de).

CASTAN DE LA ROQUE (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Sociétés de mines).

CASTANET (Tarn-et-Garonne). Décret, du 24 janvier 1882, rejetant la demande du s<sup>r</sup> *Mœrman-Lauburh*, en concession de mines de cuivre et autres métaux connexes dans la commune de —; I, 5.

CASTILLON-DE-GAGNIÈRES (Gard). Voir DYNAMITE.

CAVAILLAC (Gard). Voir PRADES-et-NIEIGLES (Concession de).

CAVIGNY (Manche). Voir DYNAMITE.

CAZOULS-LÈS-BÉZIERS (Hérault). Décret, du 22 juillet 1890, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> *Moulinier et consorts*, en concession de mines de fer, argent, or et tous autres métaux, dans la commune de —; IX, 317.

CELLE-ET-COMBELLE (Puy-de-Dôme). Décret, du 14 août 1891, autorisant la *Société anonyme de Commentry-Fourchambault*, à réunir les concessions de mines de houille de —, des *Barthes* (Haute-Loire) et d'*Armois* (Puy-de-Dôme et Haute-Loire), à celles de même nature de *Commentry* et de *Montvicq* (Allier); X, 294. Voir FONDARY.

CENDRAS (Gard). Voir ADAMS (Concession des).

CERISIER (Alpes-Maritimes). Décret, du 1<sup>er</sup> juin 1882, autorisant la *Société anonyme des mines du Var*, à réunir les concessions de mine de cuivre de —, d'*Hubac-de-Jourdan*, de *Léouvé* et de *Villaron*; I, 196.

CERTES ET ROUX (S<sup>rs</sup>). Voir FIGEAC (Concession de).

CESSOUS ET COMBERE-

DONDE. (Gard). Voir DYNAMITE.

CEZAS (Gard). Décret, du 14 août 1888, autorisant le s<sup>r</sup> *Sarran*, à exécuter des recherches de minerais de zinc, plomb et métaux connexes, dans la commune de —; VII, 247.

CHABANNES (Les) (Dordogne). Décret, du 20 juillet 1886, portant:

1<sup>o</sup> Concession à la *Société anonyme des engrais agénaïs* et au s<sup>r</sup> *Sautet*, des mines de pyrites de fer des —;

2<sup>o</sup> Rejet de la demande concurrente des s<sup>rs</sup> *Vaucocour et consorts*, en concession de mines de pyrites de fer zincifères, dans les communes de *Thiviers* et autres; V, 239.

CHADEBEC ET MALACOUR (S<sup>rs</sup>). Voir EAUX MINÉRALES.

CHAGOT et C<sup>ie</sup> (S<sup>rs</sup>). Voir JURISPRUDENCE (Redevance proportionnelle).

CHAILAN (S<sup>rs</sup>). Voir CHÂTEAU-DOUBLE (Commune de).

CHAILLAC (Indre). Décret, du 11 août 1883, concédant à la *Compagnie des forges de Châtillon et Commentry* et à la *Société anonyme de Commentry-Fourchambault* les mines de manganèse de —; II, 348.

CHALENÇON (Élection du s<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs).

CHALIAC (Ardèche). Décret, du 18 août 1890, concédant au s<sup>r</sup> *Radisson* les mines de plomb, antimoine, zinc, cuivre, argent et autres métaux connexes de —; IX, 319. = Décret, du 15 juin 1891,

CHALIAC (*suite*) :  
modifiant le décret précédent ;  
X, 245.

CHALLEX (Ain). Décret, du  
11 février 1885, rejetant la de-  
mande du s<sup>r</sup> Manigler en con-  
cession de mines de schistes, grès  
et calcaires bitumineux, gou-  
drons, huiles minérales, lignites  
et combustibles fossiles de toute  
nature, dans les communes de —  
et autres ; IV, 22.

CHAMBOIS (Concession des  
mines de houille de) (Saône-et-  
Loire). Décret, du 22 mai 1890,  
acceptant la renonciation de la  
*Société lyonnaise des schistes bi-  
tumineux* à la — ; IX, 163. Voir  
GRAND-MOLOX (*Concession du*).

CHAMBOIS (Concession des  
mines de schistes bitumineux de)  
(Saône-et-Loire). Voir SURMOU-  
LIN, MARGENNE (*Concessions de*).

CHAMBON (Gard). Voir DYNA-  
MITE.

CHAMBRETTE (S<sup>r</sup>). Voir DYNA-  
MITE.

CHAMPIGNEULLES (Meurthe-  
et-Moselle). Décret, du 19 no-  
vembre 1883, rejetant la demande  
du s<sup>r</sup> Paquel, en concession de  
mines de fer dans les communes  
de — et autres ; II, 425.

CHAMPIGNEUILLES (Société des  
hauts fourneaux de —). Voir  
MALLELOY (*Concession de*). = (So-  
ciété anonyme des forges de —  
et Liverdun). Voir LABRY, CÔTE-  
DE-SION (*Concession des*) ; MON-  
TENOT (*Commune de*).

CHAMPREUX D'ALTENBOURG  
(S<sup>r</sup> de). Voir ROUAIROUX (*Conces-  
sion de*).

CHAMPSIGNY (Saône-et-Loire).

Décret, du 22 mai 1890, accep-  
tant la renonciation de la *Société  
lyonnaise des schistes bitumi-  
neux* à la concession des mines  
de schistes bitumineux de — ;  
IX, 164. Voir SURMOULIN, MAR-  
GENNE (*Concessions de*).

CHAMUSSY ET C<sup>ie</sup> (S<sup>rs</sup>). Voir  
JURISPRUDENCE (*Puits, travaux de  
mines*).

CHANCELADE (Carrières de)  
(Dordogne). Voir JURISPRUDENCE  
(*Carrières*).

CHANEY (Loire). Voir REVEUX  
(*Concession de*).

CHARBONNAGES DU CENTRE  
(Société anonyme des grands).  
Voir CHÂTEAU-SUR-CHER, SAINT-  
PERDOUX (*Communes de*). = (Af-  
faire Société des grands —) Voir  
JURISPRUDENCE (*Concessions de  
mines*).

CHARMEL (Meurthe-et-Mo-  
selle). Décret, du 4 janvier 1883,  
concédant au s<sup>r</sup> Pernet les mines  
de sel et sources salées de — ;  
II, 14.

CHASSE (Société anonyme des  
hauts fourneaux de). Voir ISSER-  
PENT (*Commune d'*).

CHASSEZAC (Le) (Ardèche et  
Gard). Décret, du 23 février 1887,  
portant : 1<sup>o</sup> concession à la  
*Société des mines de plomb argen-  
tifère de Génolhac*, de mines de  
plomb argentifère, cuivre, zinc  
et autres métaux connexes dans  
les communes de *Lafigère* et  
de *Sainte-Marguerite-Lafigère* ;  
2<sup>o</sup> fusion, en une seule conces-  
sion, dité du —, de la concession  
précitée et de celles de même  
nature de *Thines* (Ardèche) et de  
*Malons* (Gard) ; VI, 9.

CHASTEL (Haute-Loire). Dé-

cret, du 16 novembre 1891, re-  
jetant la demande du s<sup>r</sup> Pignol en  
concession de mines d'antimoine  
dans les communes de — et de  
*Soulaiges* (Cantal) ; X, 375.

CHÂTEAUDOUBLE (Var). Dé-  
cret, du 3 février 1883, rejetant  
la demande du s<sup>r</sup> Pastoret, en  
concession de mines de fer dans  
les communes de — et de *Mont-  
ferrat* ; II, 26. = Décret, du  
13 août 1883, autorisant les s<sup>rs</sup>  
*Chailan* à exécuter des recher-  
ches de mines de fer dans la  
commune de — ; II, 350.

CHÂTEAU-SUR-CHER (Puy-  
de-Dôme). Décret, du 31 jan-  
vier 1884, rejetant les demandes :  
1<sup>o</sup> du s<sup>r</sup> André ; 2<sup>o</sup> des s<sup>rs</sup> *Tal-  
mant frères* ; 3<sup>o</sup> de la *Société des  
grands charbonnages du Centre* ;  
4<sup>o</sup> du s<sup>r</sup> Cornet, en concession de  
mines de houille dans les com-  
munes de — et autres ; III, 17.

CHÂTEAUNEUF (Puy - de -  
Dôme). Décret, du 27 juillet 1885,  
concédant au s<sup>r</sup> Maréchal les  
mines de plomb argentifère de — ;  
IV, 224.

CHÂTEAU-REGNAULT (Ar-  
denes). Voir DYNAMITE.

CHÂTEL-GUYON (Puy-de-  
Dôme). Voir EAUX MINÉRALES.

CHATELLIER (Le) (Orne). Dé-  
cret du 18 mai 1889, autorisant  
les concessionnaires des mines de  
fer de *Halouse* à exécuter des  
recherches de mines de fer dans  
la commune du — ; VIII, 198.

CHÂTILLON (S<sup>r</sup>). Voir SAINT-  
JUST (*Commune de*).

CHÂTILLON et COMMENTRY  
(Compagnie anonyme des forges  
de). Voir CRUSNES, AÏN-SADOUNA,  
CHAILLAG, GIRAUMONT, ROCHE (LA)

(*Concessions de*). Voir DYNAMITE ;  
JURISPRUDENCE (*Concessions de  
mines*).

CHAUDIÈRES A VAPEUR.  
Voir APPAREILS A VAPEUR ; BATEAUX  
A VAPEUR.

CHAUMETON ET VANEL (S<sup>rs</sup>).  
Voir DYNAMITE.

CHAUVAÏN FILS ET C<sup>ie</sup> (Société).  
Voir SIDI-KAMBER (*Concession de*).

CHAVENOIS (Meurthe-et-Mo-  
selle). Décret, du 19 avril 1883,  
concédant à la *Société anonyme  
des forges et fonderies de Monta-  
taire*, les mines de fer de — ; II,  
228.

CHAZOTTE (La) (Loire). Voir  
MONTCEL (*Concession du*).

CHAZOTTE (Compagnie des  
houillères de la). Voir JURISPRU-  
DENCE (*Redevances tréfoncières*).

#### CHEMINS DE FER :

*Accidents*. Circulaire, du 25 oc-  
tobre 1854, relative à la police  
générale des — (actes de mal-  
veillance), I, 228. = Circulaire,  
du 8 septembre 1880 relative à la  
production de deux états mens-  
uels, A et B, des accidents et  
incidents d'exploitation ; VII, 158.  
= Circulaire, du 25 mai 1882, re-  
lative aux avis télégraphiques  
concernant les accidents de — ;  
I, 205. = Circulaire, du 17 juil-  
let 1882, relative à la police gé-  
nérale des — (actes de malveil-  
lance) ; I, 229. = Circulaire, du  
21 juin 1886, relative aux avis  
immédiats à donner, à l'adminis-  
tration centrale, en ce qui con-  
cerne les accidents ou événe-  
ments graves survenus sur les  
voies ferrées ; V, 211. (*Idem*) (aux  
administrateurs des compagnies) ;  
V, 212. = Circulaire (aux admi-

CHEMINS DE FER (*Accidents*)  
(*suite*) :

nistrateurs des compagnies), du 10 juillet 1886, relative aux mesures à prendre en vue de garantir les voyageurs contre les tentatives criminelles, V, 275. = Circulaire, du 18 juillet 1887, relative aux avis à donner immédiatement et directement à l'administration supérieure au sujet des tentatives criminelles; VI, 264. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies) de même date et concernant le même objet que la précédente; VI, 265. = Circulaire, du 19 avril 1888, relative au remplacement, par un état résumé, de l'état détaillé B, à fournir par le service de contrôle sur les incidents d'exploitation et accidents autres que ceux de — proprement dits; VII, 157. = Circulaire, du 31 janvier 1890, relative à la rédaction des dépêches télégraphiques concernant les accidents; IX, 49. = Circulaire, du 3 novembre 1891, relative aux avis à donner à l'administration en ce qui concerne les tentatives criminelles; X, 384. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies) du 11 novembre 1891, concernant le même objet que la précédente; X, 385.

*Aiguilles.* Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 30 juin 1883, relative au garnissage des cœurs de croisement et des talons d'aiguilles; II, 306. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 6 août 1883, relative à l'extension des appareils d'enclenchement à toutes les aiguilles des voies principales et aux traversées de ces voies; II, 398. = Circulaire, du 9 septembre 1886, signalant aux administrateurs des compagnies un appareil dit « Pédale de calage des aiguilles à contre-poids rivé », imaginé par M. Barbier; V, 278.

*Chauffeurs et mécaniciens.* Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 24 avril 1891, relative à la durée du travail des chauffeurs et mécaniciens; X, 90. = Circulaire, du 4 août 1891, relative au recrutement des —; X, 309.

*Construction.* Décret, du 2 avril 1874, relatif au mode d'intervention du ministre de la guerre dans les questions de création de chemins de fer en dehors de la zone frontière; VI, 381. = Circulaire, du 21 février 1877, relative à l'instruction des projets de construction des —; VI, 398. = Circulaire du 28 juin 1879, concernant le recueil des formules pour l'étude et la construction des —; VI, 403. = Circulaire, du 6 septembre 1882, relative aux projets de fourniture concernant la superstructure et le matériel fixe des voies des — construits par l'Etat; I, 311. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 16 mars 1885, relative aux mesures de sécurité pour la protection des chantiers établis sous les tunnels des lignes à double voie; IV, 92. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 1<sup>er</sup> février 1886, portant modification de la circulaire précédente; V, 21. = Circulaire, du 6 décembre 1887, relative aux conférences auxquelles donnent lieu l'instruction des projets de construction de —; VI, 393.

*Contrôle (Service du).* Circulaire, du 2 juillet 1884, portant modification de celle du 15 octobre 1881 relative aux dépenses de service de contrôle et de surveillance; III, 266. = Circulaire, du 15 janvier 1885, relative aux procès-verbaux de contravention dressés par les commissaires de surveillance; IV, 31. = Circulaire du 23 février 1885, relative aux

rapports mensuels du service du contrôle; IV, 56. = Circulaire, du 30 avril 1886, relative aux renseignements à fournir par le service du contrôle sur les dates exactes de la mise en exploitation des nouvelles lignes autorisées; V, 150. = Arrêté ministériel, du 20 juillet 1886, portant réorganisation du service du contrôle de l'exploitation des —; V, 240 et 248. = Circulaire, du 16 mai 1887 portant envoi d'une instruction pour l'application de l'arrêté ministériel qui précède (réorganisation du service du contrôle); VI, 206. = Circulaire, du 24 décembre 1891, relative à l'extension du droit de franchise concédé aux fonctionnaires et agents des services de contrôle et de surveillance des —; X, 385.

*Divers.* Circulaire, du 11 mai 1855, relative au mode de fermeture des voitures à voyageurs (loqueteaux adaptés aux portières); IV, 29. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 11 novembre 1880, relative aux avis rappelant l'interdiction de fumer dans les voitures; X, 262. = Décret, du 7 octobre 1882, instituant au ministère des travaux publics une commission de trente membres pour résoudre les questions se rapportant au régime des —; I, 259. Décret, du 7 octobre 1882, nommant les membres de cette commission; I, 263. Décret, du 4 novembre 1882, remplaçant trois membres démissionnaires; I, 264. Arrêté ministériel, du 4 novembre 1882, désignant deux fonctionnaires de l'administration pour faire partie de cette commission; I, 264. = Décret, du 28 mars 1883, remplaçant par une commission unique les diverses commissions instituées pour l'examen des comptes des compagnies de —; II, 205. Arrêté, du 28 mars 1883,

nommant les membres de cette commission; II, 208. = Décret, du 11 août 1883, complétant l'article 63 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, sur la police des —; II, 349. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 3 mai 1884, relative à l'échange de dépêches sans arrêt des trains; III, 187. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 24 mai 1884, relative au chauffage des voitures; III, 192. = Circulaire, du 24 mai 1884, relative à la vente des livres dans les gares; III, 193. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 24 mai 1884, relative aux objets perdus sur les voies ferrées; III, 195. = Décret, du 7 juin 1884, portant institution de commissaires généraux des —; III, 180. Décret, de même date, nommant les titulaires de ces emplois; III, 183. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 7 juin 1884, signalant le fumivore Edmond Roy; III, 195. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 28 juin 1884, relative aux mesures propres à protéger les agents dans les manœuvres; III, 201. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 15 septembre 1884, relative aux retards dans la transmission des lettres et correspondances adressées à l'administration; III, 312. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 26 décembre 1884, relative aux manœuvres de gare; III, 399. = Circulaire, du 10 janvier 1885, relative au mode de fermeture des voitures à voyageurs; IV, 27. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 28 février 1885, signalant l'appareil de fumivore du système Desgouttes, pour le chauffage des machines (rapport de M. l'inspecteur général Partiot, annexé);

CHEMINS DE FER (*Divers*) (*suite*) : IV, 62. = Arrêté ministériel, du 23 janvier 1886, instituant une commission chargée de rechercher les perfectionnements actuellement réalisables, tant dans le matériel roulant que dans le service des agents des trains de — ; V, 6. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 4 novembre 1886, relative aux conventions conclues par les compagnies françaises soit avec des administrations de — étrangers, soit avec des entreprises de navigation ; V, 317. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 17 décembre 1886, relative à l'installation de strapontins mobiles sur les locomotives ; V, 322. = Arrêté du ministre des finances, du 31 mars 1887, rendant applicables sur le réseau des — français, les dispositions adoptées par la convention internationale de Berne, relatives au mode de fermeture des wagons devant passer en douane ; VI, 131. = Arrêté ministériel, du 31 mars 1887, rendant applicables sur le réseau français les dispositions adoptées par la conférence internationale de Berne, concernant la largeur des voies et les conditions d'admission à la circulation internationale des — ; VI, 136. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 27 juin 1887, relative aux clauses exceptionnelles insérées dans les traités de factage, de camionnage et de correspondance ; VI, 230. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies) du 13 octobre 1887, relative à la circulation des ouvriers sur les lorrys en marche ; VI, 336. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 17 mai 1889, relative aux places marquées dans les voitures par des voyageurs qui s'absentent momentanément ; VIII, 204. = Circulaire (aux admi-

nistrateurs des compagnies), du 1<sup>er</sup> juillet 1889, relative à la circulation des locomotives sur l'ensemble du réseau français (limitation à 36 millimètres de la saillie des boudins des roues des machines à marchandises) ; VIII, 241. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 13 janvier 1890, relative aux retards apportés dans la livraison des bagages ; IX, 16. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 31 décembre 1890, relative à la revision des obstacles situés le long des voies ferrées ; IX, 506. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 20 juin 1891, relative aux compartiments réservés aux fumeurs ; X, 261.

*Freins.* Circulaire, du 7 décembre 1882, relative à l'installation de freins continus aux voitures des trains express ; I, 330. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 25 février 1884, relative à la production des renseignements semestriels à inscrire dans deux tableaux I et II, en ce qui concerne l'emploi des freins continus ; VII, 35. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 24 janvier 1885, relative à l'usage de freins continus pour certains trains de voyageurs ; IV, 42. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 29 mars 1886, relative à l'adaptation de freins continus aux voitures de tous les trains de voyageurs et de marchandises en grande vitesse ; V, 145. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 2 décembre 1886, relative à l'établissement de freins continus pour les voitures des trains de voyageurs ; V, 321. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 25 juin 1887, relative à la vitesse maxima des trains

omnibus non munis de freins continus, VI, 228. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 4 février 1888, modifiant le tableau II, contenant les renseignements semestriels relatifs à l'emploi des freins continus ; VII, 31. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 14 avril 1888, apportant une modification au tableau II, relatif aux renseignements semestriels sur l'emploi des freins continus ; VII, 156.

*Gares et Stations.* Circulaire, du 25 janvier 1854, portant envoi d'instructions relatives aux enquêtes à ouvrir sur les emplacements des stations ; VI, 397. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 10 janvier 1885, relative au libre accès des quais des gares pour les voyageurs munis de billets ; IV, 27. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 10 mars 1886, relative au libre accès des quais des gares pour les voyageurs munis de billets ; V, 144. = Arrêté ministériel, du 16 février 1887, concernant les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises de petite vitesse ; VI, 8. = Circulaire, du 31 mars 1887, relative à l'installation des bascules automatiques dans les gares ; VI, 159. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 12 juillet 1888, relative à l'exemption pour les employés logés dans les dépendances des gares ou de la voie, des servitudes du logement et du cantonnement militaires ; VII, 251. = Circulaire, du 12 octobre 1888, relative à l'installation d'appareils automatiques dans les gares de — ; VII, 330.

*Passages à niveau ; barrières.* Loi, du 27 décembre 1880, autorisant, en ce qui concerne les

clôtures et les barrières, une dérogation à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845 ; I, 251. = *Voir* CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT, DE L'OUEST.

*Service militaire des chemins de fer.* Circulaire, du 1<sup>er</sup> février 1881, relative à l'instruction des questions concernant l'organisation ou la construction des accessoires de voies ferrées, intéressant les services de la guerre ; VI, 404. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 11 août 1883, relative aux embarquements de troupes en —, II, 353 = Circulaire, du 5 décembre 1883, relative à l'instruction des projets de voies ferrées intéressant le service militaire (lignes stratégiques) ; VI, 406. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 23 mai 1884, relative à l'entretien des tables et bancs nécessaires au service des haltes-repas dans les gares et stations ; III, 191. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 12 juillet 1884, relative aux conditions d'établissement des wagons à marchandises devant servir au transport des troupes ; III, 270. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 13 octobre 1884, relative à la présence dans le personnel des Compagnies, des mécaniciens de la marine susceptibles d'être appelés immédiatement en cas de mobilisation ; III, 317. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 12 décembre 1884, relative à l'éclairage des wagons aménagés pour le transport des chevaux de l'armée ; IV, 98. = Circulaire, du 20 janvier 1885, relative aux renseignements à fournir lors de la production des décomptes de travaux militaires ; IV, 33. = Circulaire (aux inspecteurs géné-

CHEMINS DE FER (*Service militaire*) (*suite*) :  
 raux du contrôle), du 9 mars 1885, relative à la longueur des quais militaires et des voies de garage les desservant; IV, 91. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), (même date et même objet que la précédente); IV, 92. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 26 mars 1885, relative à l'éclairage des wagons à marchandises aménagés pour le transport des chevaux de l'armée (modification des prescriptions de la circulaire ministérielle du 12 décembre 1884); IV, 96. = Circulaire, du 16 juillet 1885, relative à l'exclusion d'un type de wagons dans la composition des trains militaires; IV, 233. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 10 novembre 1887, relative aux conditions d'établissement des wagons à marchandises pour les transports militaires sur les lignes à voie de un mètre; VI, 388. = Circulaire, du 12 décembre 1887, relative aux conditions d'établissement des wagons à marchandises pour les transports militaires sur les lignes à voie normale; VI, 407. Circulaire de même date; même objet (lignes d'intérêt local à voie d'un mètre); VI, 410. = Loi, du 28 décembre 1888, modifiant les articles 22 à 27 (service militaire des —) de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée; VIII, 24. = Décret, du 5 février 1889, portant organisation générale du service militaire des —; VIII, 44. = Décret, du 5 février 1889, portant organisation des sections de — de campagne; VIII, 14 et 17. = Décret, du 5 février 1889, fixant la composition et les attributions de la Commission militaire supérieure des —; VIII, 14 et 22. = Décret, du

10 octobre 1889, organisant les services de l'arrière aux armées en campagne (service des — et service des étapes); VIII, 260. = Décret, du 18 novembre 1889, portant règlement pour les transports militaires (transports ordinaires); VIII, 282. = Décret, du 19 novembre 1889, portant règlement pour les transports militaires (transports stratégiques); VIII, 282 et 325. = Circulaire, du 27 janvier 1890, portant envoi des nouveaux règlements des 18 et 19 novembre 1889, sur les transports militaires; IX, 16. = Loi, du 2 juillet 1890, relative au service des hommes de l'armée territoriale affectés à la garde des —; IX, note de la page 253. = Décret, du 5 juillet 1890, organisant la garde des voies de communication en temps de guerre; IX, 252.

*Signaux; appareils de sécurité.* Circulaire, du 12 janvier 1882, relative à l'application sur les — du « Block system » et à l'usage des cloches électriques; I, 24. = Circulaire, du 6 avril 1882, relative à la transmission périodique, par les compagnies de —, des renseignements sur les améliorations réalisées, en ce qui concerne les appareils de sécurité de l'exploitation; I, 144. = Circulaire, du 17 octobre 1882, prescrivant l'envoi par les services du contrôle d'un état des installations effectuées par les Compagnies au 1<sup>er</sup> octobre 1882, en ce qui concerne les différents appareils de sécurité; V, 147. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 22 octobre 1883, portant envoi d'un exemplaire d'une note sur l'appareil « Compensateur Dujour »; II, 409. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 22 août 1884, signalant l'appareil de déclenchement imaginé

par M. Aubine pour signaux automoteurs; III, 296. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 4 mai 1885, relative à l'installation de divers appareils de sécurité; IV, 204. = Arrêté ministériel, du 15 novembre 1885, portant institution d'un code uniforme des signaux échangés entre les agents des trains et les agents de la voie ou des gares; IV, 288 et 293. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 4 décembre 1885, portant envoi de l'arrêté qui précède; IV, 340. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 12 avril 1886, relative à la production trimestrielle des relevés concernant les installations d'appareils de sécurité; V, 146. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 2 juin 1886, portant interprétation de l'article 22 du code des signaux; V, 205. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 29 mai 1887, portant envoi d'un rapport présenté au Comité de l'exploitation technique, et relatif au « block-system Flamache ». VI, 224. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 23 septembre 1888, relative à l'interprétation de l'article 13 du code des signaux; VII, 329.

*Tarifs.* Circulaire, du 11 novembre 1884, relative aux arrêtés préfectoraux ayant pour objet de publier les homologations de tarifs; III, 392. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 3 novembre 1886, relative à l'établissement d'un tarif kilométrique différentiel, au profit des voyageurs de commerce; V, 313. = Circulaire, du 5 décembre 1888, relative à l'intervention du service des mines dans les questions de tarifs de — pour le transport des produits miniers; VII, 382.

*Trains.* Circulaire, du 31 août 1882, relative à l'organisation des trains légers dits « Trains-tramways »; I, 309. = Circulaire, du 15 avril 1884, relative à la mise en communication des agents entre eux et des voyageurs avec les agents dans les trains en marche; III, 60. = Circulaire, du 7 juillet 1884, portant envoi d'instructions relatives à la marche des trains; III, 268. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 29 août 1884, relative aux avis préalables à donner à l'Administration, en ce qui concerne les trains spéciaux; III, 274. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies algériennes), du 22 octobre 1884, relative au service de la marche des trains; III, 318. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 25 février 1886, relative à la production des propositions pour la marche des trains, quinze jours au moins avant la mise à exécution; V, 28. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies algériennes) du 26 février 1886, relative à l'envoi d'exemplaires des tableaux et graphiques concernant les modifications apportées à la marche des trains; V, 28. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 7 juin 1886, relative aux avis préalables à fournir à l'Administration, en ce qui concerne la mise en marche des trains spéciaux; V, 284. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 30 octobre 1886, relative aux délais dans lesquels les propositions concernant la marche des trains doivent être adressées à l'Administration; V, 282. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 4 novembre 1886, relative à l'étude de nouvelles mesures de sécurité, en ce qui

CHEMINS DE FER (*Trains*) (*suite*): concerne la circulation des trains sur les lignes à voie unique; V, 320. = Circulaire, du 25 mars 1887, relative à la production des relevés décennaires des retards de trains; VI, 154. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 13 septembre 1887, prorogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1888, le délai fixé par la circulaire ministérielle du 4 novembre 1886, pour l'exécution des mesures de sécurité prescrites par ladite circulaire; VI, 348. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 29 novembre 1887, relative à l'aménagement de water-closets dans les trains effectuant de longs parcours sans arrêt d'une certaine durée; VI, 390. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 6 décembre 1887, relative à l'appareil dit « Radfaster » (indicateur de la marche des trains); VI, 394. = Décret du 23 janvier 1889, modifiant l'article 10 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 (trains légers); VIII, 65. = Décret, du 9 mars 1889, réglementant l'organisation et les conditions de service des trains légers; VIII, 66. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 14 décembre 1889, relative à la composition des boîtes et appareils de secours déposés dans les gares ou dans les trains; VIII, 382. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 11 août 1890, relative à l'aménagement de water-closets dans les trains rapides; IX, 380. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 24 juillet 1891, relative au chauffage des trains; X, 299. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 24 octobre 1891, relative aux retards des trains; X, 338.

*Transports*. Dépêche ministérielle, du 27 octobre 1863, aux administrateurs de la Compagnie d'Orléans, portant envoi d'instructions en ce qui concerne l'admission des militaires et marins dans les trains rapides; III, 340. = Dépêche ministérielle, du 17 avril 1874, aux administrateurs de la Compagnie du — de Vitry à Fougères (Obligation, pour la Compagnie, de transporter les matières dangereuses dans les conditions réglementaires, malgré l'absence de trains de marchandises circulant sur ses lignes); VIII, 381. = Circulaire (du Ministre de la guerre), du 22 octobre 1882, relative au transport des poudres, des munitions de guerre, de la dynamite et autres explosifs (Escorte; garde des convois); I, 345. = Circulaire, du 21 novembre 1882, portant envoi d'exemplaires de la circulaire qui précède; I, 325 et 326. = Arrêté ministériel, du 31 octobre 1882, modifiant le règlement du 10 janvier 1879, concernant le transport de la dynamite; I, 294. = Circulaire, du 7 novembre 1882, relative au transport de la dynamite : aux inspecteurs généraux du contrôle et aux administrateurs des Compagnies; I, 323; aux préfets; I, 324. = Circulaire, du 28 novembre 1882, relative au transport et à l'emploi de la dynamite sur les chantiers des lignes de —; I, 328 et 330. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 25 janvier 1883, relative au transport des poudres, des munitions de guerre, de la dynamite et autres explosifs; II, 63. = Circulaire, du 14 juin 1883, relative au transport, à prix réduit, des anciens militaires réformés avec gratification renouvelable; II, 301. = Arrêté ministériel, du 30 juin 1883,

modifiant le règlement du 20 novembre 1879, pour le transport des matières explosibles et inflammables; II, 322. = Dépêche du Ministre de la guerre au ministre des travaux publics, du 12 septembre 1883, donnant connaissance des instructions émanant de son département, en ce qui concerne le mode de convocation et le transport des officiers de l'armée territoriale; III, 184. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 21 septembre 1883, relative au transport, à prix réduit, des anciens militaires réformés avec gratification renouvelable; II, 403. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 29 décembre 1883, relative au transport des matières dangereuses; II, 429. = Circulaire, du 14 janvier 1884, relative au transport, à prix réduit, des marins titulaires de la gratification de réforme renouvelable; III, 25. = Arrêté ministériel, du 14 janvier 1884, relatif au transport des gadoues; III, 177. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 25 janvier 1884, relative au mode de paiement des frais d'escorte et de garde des convois de — pour les transports de la dynamite; III, 31. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 3 mars 1884, relative au transport des chiffons gras et des déchets de coton ou de laine gras (matières inflammables); III, 54. = Circulaire (aux inspecteurs généraux du contrôle) (même date et même objet que la précédente); III, 55. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 10 mai 1884, relative au transport des officiers de l'armée territoriale; III, 189. = Circulaire, du 10 juin 1884, relative aux ta-

rifs applicables et appliqués au transport des militaires et marins, des troupes et du matériel de guerre; III, 196. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 13 juin 1884, relative au transport à prix réduit des instituteurs et institutrices primaires; III, 198. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies algériennes), du 21 juin 1884, relative au transport, à prix réduit, des instituteurs et institutrices primaires; III, 198. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 24 juin 1884, relative au transport, à prix réduit, des instituteurs et institutrices primaires d'Algérie voyageant en France; III, 199. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 2 juillet 1884, relative au transport des matières infectes; III, 268. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 11 août 1884, relative au transport, à prix réduit, des instituteurs et institutrices primaires; III, 295. = Arrêté ministériel, du 14 août 1884, relatif au transport, à prix réduit, du personnel des départements de la guerre et de la marine; IV, 5. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 14 août 1884, portant envoi de l'arrêté ministériel, de même date, qui précède; IV, 23. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 13 septembre 1884, relative à l'admission des militaires et marins dans les trains rapides; III, 309. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 17 septembre 1884, relative au transport, à prix réduit, du personnel enseignant de la marine; III, 312. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 25 septembre 1884, relative à la circulation, à prix réduit, des

CHEMINS DE FER (*Transports*)  
(*suite*) :

voyageurs de commerce ; III, 313. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 6 octobre 1884, relative au transport des matières infectes ; III, 316. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 10 novembre 1884, relative à une modification de l'Etat C annexé à l'arrêté ministériel du 14 août 1884 (transport, à prix réduit, du personnel des départements de la guerre et de la marine) ; IV, 25. = Dépêche (du ministre de l'instruction publique), du 22 décembre 1884, relative aux voyages des instituteurs, à demi-tarif ; IV, 36. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 24 décembre 1884, relative au transport des matières infectes ; III, 399. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 17 janvier 1885, relative à l'assimilation des élèves-officiers aux officiers, au point de vue du transport, à prix réduit, sur les voies ferrées ; IV, 32. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 22 janvier 1885, relative au transport, à prix réduit, des instituteurs et institutrices primaires ; IV, 34. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 2 février 1885, relative au transport des matières dangereuses autres que la poudre ou la dynamite ; IV, 46. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 16 février 1885, relative au transport gratuit des agents du service actif des manufactures de l'Etat ; IV, 54. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 28 février 1885, relative au transport, à prix réduit, des officiers de l'armée territoriale ; IV, 60. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du

15 juin 1885, relative au transport, à prix réduit, des instituteurs et institutrices primaires ; IV, 208. = Circulaire (du ministre de l'instruction publique), du 15 juillet 1885, relative au transport, à prix réduit, des instituteurs et institutrices primaires ; IV, 236. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 29 juillet 1885, portant envoi d'exemplaires de la circulaire précédente ; IV, 235. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 20 juillet 1886, relative à l'admission des militaires et marins dans les trains rapides comportant des voitures de toutes classes ; V, 253. = Circulaire, du 30 septembre 1886, relative au transport, à prix réduit, des malades indigents se rendant à l'Institut Pasteur ; V, 279. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 14 octobre 1886, relative au transport des produits destinés à figurer à l'Exposition universelle de 1889 ; V, 280. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 4 novembre 1886, relative à l'application de l'article 167 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 (Transport des chiens dans les trains de voyageurs) ; V, 318. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 16 février 1887, relative au transport de la mélinite ; VI, 21. = Circulaire, du 1<sup>er</sup> mars 1887, relative au transport, à prix réduit, des malades indigents se rendant à l'Institut Pasteur ; VI, 150. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 31 mars 1887, relative au transport de la mélinite (circulaire modifiant celle du 16 février 1887) ; VI, 157 et 158. = Arrêté ministériel, du 27 mai 1887, relatif au transport des matières

infectes et notamment des goudres ; VI, 201. = Arrêté ministériel, du 6 janvier 1888, relatif au transport des produits destinés à l'Exposition universelle de 1889 ; VII, 7. = Arrêté ministériel, du 9 janvier 1888, relatif au transport des matières inflammables ou explosibles y classifiées autres que les poudres et la dynamite ; VII, 11. = Arrêté ministériel, du 9 janvier 1888, portant règlement pour le transport des poudres de guerre, de mine, de chasse et des munitions de guerre ; VII, 20. = Circulaire, du 20 janvier 1888, portant envoi de l'arrêté du 6 du même mois relatif au transport des produits destinés à l'Exposition universelle de 1889 ; VII, 29. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 4 février 1888, portant envoi de l'arrêté du 9 janvier précédent, relatif au transport des matières explosibles et inflammables autres que les poudres et la dynamite ; VII, 30. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 4 février 1888, portant envoi de l'arrêté ministériel du 9 janvier 1888, relatif au transport des poudres de guerre, de mine ou de chasse et des munitions de guerre ; VII, 30. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 24 mars 1888, relative au transport jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1888, des boîtes d'allumettes chimiques dans les conditions d'emballage du précédent règlement du 20 novembre 1879 ; VIII, 211. = Arrêté ministériel, du 9 avril 1888, modifiant le règlement du 10 janvier 1879, sur le transport de la dynamite ; VII, 203. = Circulaire du 15 mai 1888, portant envoi de l'arrêté ministériel précédent, du 9 avril 1888 ; VII, 233. = Arrêté ministériel, du 14 septembre 1888, relatif au

transport, à prix réduit, du personnel des départements de la guerre et de la marine ; VII, 299. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 26 décembre 1888, prorogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1889, le délai d'application du régime temporaire accordé par la circulaire du 24 mars 1888, en ce qui concerne le transport des allumettes chimiques ; VIII, 212. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 5 février 1889, relative aux substances explosibles ou inflammables (Transport en barils des mèches de sûreté de mineurs) ; VIII, 213. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 20 juin 1889, relative à des modifications provisoires apportées à l'arrêté ministériel du 9 janvier 1888, en ce qui concerne le transport des matières inflammables ou explosibles ; VIII, 206. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 16 août 1889, relative au transport des matières inflammables et explosibles (nouvelles instructions) ; VIII, 368. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 9 décembre 1889, relative au transport des matières dangereuses de la 1<sup>re</sup> catégorie, sur les lignes où ne circulent pas des trains réguliers de marchandises ; VIII, 379. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 18 mars 1890, relative au transport des dynamites d'origine étrangère ; IX, 148. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 24 mai 1890, portant envoi d'une instruction pour le transport des dynamites d'origine étrangère ; IX, 231. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 6 janvier 1891, relative à la suppression du transport, à prix réduit, des



CHEMINS DE FER (*Transports*) (*suite*) :

membres des congrégations religieuses n'appartenant pas à l'enseignement public, ou ne desservant pas les hôpitaux de l'armée et de la marine; X, 10. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 20 mars 1891, relative au transport, à prix réduit, des membres des congrégations religieuses appartenant à l'enseignement public ou desservant les hôpitaux de l'armée et de la marine; X, 64. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 17 octobre 1891, relative au transport, à prix réduit, des membres des congrégations religieuses attachés aux hôpitaux militaires; X, 338. = Circulaire (aux administrateurs des Compagnies), du 30 octobre 1891, relative au transport des meches de mineurs non amorcées; X, 339.

CHEMINS DE FER (Carrières voisines des). Voir CARRIÈRES. = Voir COMITÉ CONSULTATIF DES — ; COMITÉ DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE DES — ; JURISPRUDENCE (Dommages [1°]).

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. Décret, du 24 janvier 1882, portant de neuf à seize le nombre des membres du conseil d'administration des — et nommant huit nouveaux membres de ce conseil; I, 6. = Décret, du 18 février 1882, modifiant celui du 24 janvier précédent relatif à la composition du conseil d'administration des — ; I, 13. = Arrêté ministériel du 9 mars 1882, portant réglementation et classification des passages à niveau pour les — ; I, 252. = Circulaire du 30 mars 1882, portant envoi de l'arrêté qui précède; I, 268. = Décret, du 28 avril 1883,

abrogeant les articles 2, 3, 4 et 5 du décret du 18 février 1882, relatif à la composition du conseil d'administration des — ; II, 230.

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS (Compagnie des). Voir JURISPRUDENCE (Investissements).

CHEMINS DE FER DE L'OUEST. Arrêté ministériel, du 9 octobre 1883, réglementant le service des passages à niveau des — ; IV, 253. = Circulaire, du 31 octobre 1885, portant envoi de l'arrêté qui précède; IV, 263.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE. Voir MONTCEL (*Concession du*); JURISPRUDENCE (*Dommages* [1°]; *Investissements*).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL. Circulaire (aux administrateurs des Compagnies des —), du 27 décembre 1884, relative à l'exécution de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880; III, 400. = Circulaire, du 12 décembre 1887, relative aux conditions d'établissement des wagons à marchandises pour les — à voie normale; VI, 407. = Circulaire, du 12 décembre 1887, relative aux conditions d'établissement des wagons à marchandises pour les — à voie de un mètre; VI, 410.

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS. Décret, du 20 mars 1882, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 16 et 39 de la loi du 11 juin 1880 (conditions financières imposées aux concessionnaires de —); I, 133. = Décret, du 23 décembre 1885, modifiant l'article 8 du décret du 20 mars 1882, relatif aux — ; IV, 308. = Circulaire, du 26 sep-

tembre 1887, relative aux conditions auxquelles sont accordées les subventions aux — ; VI, 326. = Circulaire, du 12 janvier 1888, relative à la largeur de voie à donner aux lignes de — à voie étroite; VII, 28. Voir ALGÉRIE.

CHEMINS DE FER MINIERS. Décret, du 17 novembre 1882, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier un puits de la concession houillère de *Thivencelles* à un puits de la concession d'*Escaupont* (Nord); I, 292. = Décret, du 24 février 1883, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier les mines de sel de *Montmorot* (Jura) avec le chemin de fer d'intérêt local de *Chalon-sur-Saône* à *Lons-le-Saulnier*; II, 29. = Décret, du 11 mai 1883, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier le puits d'extraction des mines de *Drocourt* à la gare d'*Hénin-Liétard* (chemin de fer du Nord); II, 258. = Décret, du 7 décembre 1885, prorogeant le délai fixé par le décret du 17 novembre 1882, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du — devant relier deux puits des concessions houillères de *Thivencelles* et d'*Escaupont* (Nord); IV, 307. = Décret, du 21 avril 1887, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier le canal d'*Aire* à la *Bassée* à la voie de raccordement des mines de *Marles* (Pas-de-Calais) au — du Nord; VI, 143. = Décret, du 29 septembre 1887, déclarant d'utilité publique l'établissement de deux sections de — à l'intérieur du périmètre de la concession des mines de houille de *Roche-la-Molière* et *Firmigny* (Loire); VI, 309. = Décret, du 7 avril

1888, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier la fosse n° 7 de la concession houillère de *Nœux* (Pas-de-Calais), à la voie ferrée des dites mines de *Nœux*, près la fosse n° 5; VII, 151. = Décret, du 17 août 1888, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier les puits *Saint-Louis* des mines de *Blanzzy*, au lieu dit *Port-Montceau* (Saône-et-Loire); VII, 249. = Décret, du 15 novembre 1888, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier les fosses *Notre-Dame* et *Sainte-Marie* de la concession des mines de houille d'*Aniche* (Nord); VII, 364. = Décret, du 28 novembre 1890, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier les mines de houille de *Communay* (Isère) à la gare de *Chasse*; IX, 494. = Décret, du 16 mai 1891, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier la nouvelle fosse d'*Avion* de la *Société de Liévin*, à son garage de *Lens* (Pas-de-Calais); X, 232. = Décret, du 26 novembre 1891, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier les mines de *Crespin* à la gare de *Blanc-Misseron* (Nord); X, 378.

CHEMINS DE FER MINIERS ET INDUSTRIELS. Arrêté ministériel, du 8 mars 1890, organisant les services du contrôle des — ; IX, 137. = Circulaire, du 25 mars 1890, portant envoi de l'arrêté ministériel qui précède; IX, 151. = Circulaire, du 31 mai 1890, portant envoi d'instructions en vue du contrôle, par les ingénieurs des mines, des — ; IX, 233. = Circulaire, du 14 novembre 1890, relative aux frais des tournées supplémentaires des ingénieurs nécessitées par le contrôle des — ; IX, 503.

CHENNEVIÈRES - SUR - MARNE (Seine-et-Oise). Voir DYNAMITE.

CHEVREAU (Henri) (S<sup>r</sup>). Voir SAINT-LAURENT-DU-PAPE (Commune de).

CHEZERY (Ain). Voir CORTAL (Concession du).

CHIERS (Société anonyme des hauts fourneaux de la). Voir HAUCOURT, TIERCELET (Concessions de); VILLERS-LA-MONTAGNE (Commune de).

CHIRAT DE SOUZY (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Redevances tréfoncières).

CHOL (Affaire). Voir (JURISPRUDENCE) (Redevances tréfoncières).

CLADECH (Dordogne). Décret, du 24 mars 1886, concédant à la dame Anaïs Michaud, V<sup>ve</sup> de Massas et au s<sup>r</sup> Cortial, les mines de lignite de —; V, 135.

CLAIRAC (Gard). Voir SAINT-FÉLIX (Concession de).

CLARAC (S<sup>r</sup>). Voir OULED-KEBEB (Territoire des). (Algérie.)

CLARO (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

CLÉMENT (S<sup>r</sup>). Voir DYNAMITE.

CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme). Décret, du 3 avril 1890, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Arboux, en concession de mines de pétrole dans les communes de — et autres; IX, 142.

COCKERILL (Affaire John). Voir JURISPRUDENCE (Minères).

COINGS (Indre). Voir DYNAMITE.

COLOMBIER (S<sup>r</sup>). Voir YDES (Commune d').

COMBEPLAINE (Loire). Voir GRAVENAND (Concession de).

COMBERIGOL (Loire). Décret, du 28 décembre 1891, autorisant la Compagnie des mines de la Péronnière, à réunir les concessions de mines de houille de — et de La Péronnière (Loire); X, 383.

COMBES (Puy-de-Dôme). Voir AUZELLES (Concession d').

COMITÉ CONSULTATIF DES CHEMINS DE FER. Décret, du 7 septembre 1887, portant réorganisation du —; VI, 301. = Décret, de même date, nommant les membres du nouveau —; VI, 306. = Arrêté ministériel, nommant le vice-président, le secrétaire, le secrétaire-adjoint et les rapporteurs-adjoints du —; VI, 308. = Décret, du 29 octobre 1887, augmentant le nombre des membres du —; VI, 315. = Décret, de même date, désignant les quatre nouveaux membres du —; VI, 316.

COMITÉ DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE DES CHEMINS DE FER. Arrêté ministériel, du 24 novembre 1887, portant réorganisation du —; VI, 384. = Décret, du 17 octobre 1891, portant réorganisation du —; X, 331 et 333. = Arrêté ministériel, du 17 octobre 1891, portant nomination des membres du —; X, 335.

COMMENTRY (Allier). Voir CELLE-ET-COMBELLE (Concession de).

COMMENTRY - FOURCHAM-BAULT (Société anonyme des forges; de). Voir CELLE-ET-COM-

BELLE, CHAILLAC (Concessions de); JURISPRUDENCE (Accidents); DYNAMITE.

COMMIS DES MINES. Circulaire, du 4 août 1891, relative à la création des —; X, 310.

COMMISSION DES FORMULES. Décision ministérielle, du 10 février 1890, instituant, pour le service des mines, une commission permanente des formules; IX, 9.

COMMISSION DU GRISOU. Voir GRISOU.

COMMISSION MIXTE DES TRAVAUX PUBLICS. Loi, du 10 février 1890, modifiant l'article 5 de la loi du 7 avril 1851, relative à la composition de la —; IX, 9. = Circulaire, du 16 juin 1890, relative à l'intervention du service des domaines dans l'instruction des affaires de la compétence de la —; IX, 234; annexe; X, 298. Voir ZONE FRONTIÈRE.

COMMISSIONS DE SURVEILLANCE DE BATEAUX A VAPEUR (NAVIGATION FLUVIALE).

Arrêté ministériel, du 20 juin 1883, instituant à Besançon, pour le département du Doubs, une —; II, 259.

— 29 juin 1883. *Idem.* Calais (Pas-de-Calais); II, 297.

— 30 juin 1883. *Idem.* Épinal (Vosges); II, 297.

— 16 juillet 1883. *Idem.* Nantes (Loire-Inférieure); II, 323.

— 18 juillet 1883. *Idem.* Mézières (Ardennes); II, 324.

— 27 juillet 1883. *Idem.* Bordeaux (Gironde); Tours (Indre-et-Loire); Dunkerque, Douai

(Nord); Rouen (Seine-Inférieure); II, 341 et 342.

— 6 août 1883. *Idem.* Laval (Mayenne); Avignon (Vaucluse); II, 347 et 348.

— 7 août 1883. *Idem.* Compiègne (Oise); II, 348.

— 9 août 1883. *Idem.* Chambéry (Savoie); II, 348.

— 10 août 1883. *Idem.* Redon (Ille-et-Vilaine); II, 348.

— 1<sup>er</sup> septembre 1883. *Idem.* Toulouse (Haute-Garonne); Angers (Maine-et-Loire); II, 396.

— 21 septembre 1883. *Idem.* Nancy (Meurthe-et-Moselle); II, 396.

— 1<sup>er</sup> octobre 1883. *Idem.* Saint-Quentin, Soissons (Aisne); Arles (Bouches-du-Rhône); Mont-de-Marsan (Landes); Bar-le-Duc (Meuse); Bayonne (Basses-Pyrénées); Corbeil, Mantes (Seine-et-Oise); II, 396 et 397.

— 21 octobre 1883. *Idem.* Agen (Lot-et-Garonne); II, 397.

— 31 octobre 1883. *Idem.* Châlons (Marne); II, 397.

— 3 novembre 1883. *Idem.* Annecy, Thonon (Haute-Savoie); II, 425.

— 7 novembre 1883. *Idem.* Péronne (Somme); II, 425.

— 19 novembre 1883. *Idem.* Nîmes (Gard); Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire); II, 426.

— 10 décembre 1883. *Idem.* Chalon-sur-Saône (Haute-Saône); II, 426.

— 12 décembre 1883. *Idem.* Chaumont (Haute-Marne); II, 426.

— 21 décembre 1883. *Idem.* Cognac (Charente); II, 426.

— 18 janvier 1884. *Idem.* Ro-

COMMISSIONS DE SURVEILLANCE DE BATEAUX A VAPEUR (*suite*) :

*chefort, Marans* (Charente-Inférieure); *Chartres* (Eure-et-Loir); *Châtellerault* (Vienne); III, 43 et 16.

— 23 février 1884. *Idem. Lyon* (Rhône) deux — chargées, l'une des bateaux naviguant sur le Rhône, l'autre des bateaux naviguant sur la Saône; III, 48.

— 29 février 1884. *Idem. Vernon* (Eure); III, 48.

— 19 mars 1884. *Idem. Paris* (Seine); III, 50.

— 16 juin 1884. *Idem. Melun* (Seine-et-Marne); III, 183.

— 28 juillet 1884. *Idem. Montpellier* (Hérault); IV, 197.

— 23 août 1884. *Idem. Le Mans* (Sarthe); III, 265.

— 23 septembre 1884. *Idem. Nevers* (Nièvre); III, 294.

— 8 novembre 1884. *Idem. Dijon* (Côte-d'Or); III, 358.

— 18 novembre 1884. *Idem. Briare* (Loiret); III, 358.

— 27 juin 1885. *Idem. Gray* (Haute-Saône) (et rapportant l'arrêté du 10 décembre 1883); IV, 203.

— 20 août 1885. *Idem. Le Havre*; IV, 231.

— 10 novembre 1885. *Idem. Dôle* (Jura); IV, 287.

— 3 septembre 1886. *Idem. Lyon* (Ardèche); V, 272.

— 1<sup>er</sup> mars 1887. *Idem. Rodez* (Aveyron); VI, 127.

— 2 mai 1889. *Idem. Grenoble* (Isère); VIII, 197.

— 13 janvier 1890. *Idem. Rennes* (Ille-et-Vilaine); IX, 6.

COMMUNAY (Isère). Voir CHEMINS DE FER MINIERS.

COMPTABILITÉ. Circulaire, du 31 août 1882, relative aux créances payables dans des départements et dont le paiement est réclamé à Paris; I, 310. = Décret, du 11 août 1890, fixant l'exercice financier auquel appartiennent les dépenses de loyer; IX, 349. = Circulaire, du 14 octobre 1890, portant envoi du décret qui précède; IX, 422. Voir EXERCICE FINANCIER.

CONCESSIONS DE MINES. Circulaire, du 1<sup>er</sup> mars 1882, portant envoi d'un nouveau modèle de projet d'affiche pour les demandes en —; I, 139. = Circulaire, du 9 octobre 1882, portant envoi d'un nouveau modèle d'actes de — et de cahiers des charges; I, 273. = Circulaire, du 30 juillet 1887, relative à la rédaction, pour les demandes en — s'étendant sur plusieurs départements, d'un projet d'affiche spécial à chacun des départements intéressés; VI, 265. = Circulaire, du 23 janvier 1889, relative à l'envoi à l'Administration centrale des projets d'affiche des demandes en — et des pièces mêmes concernant la demande; VIII, 36. = Circulaire, du 5 juin 1891, portant envoi d'un projet d'affiche pour les demandes en renonciation à des —; X, 258.

CONDILLAC (Source minérale dite source Anastasie, à). Voir EAUX MINÉRALES.

CONFÉRENCES MIXTES. Voir ZONE FRONTIÈRE.

CONFLANS (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 12 décembre 1887, concédant aux s<sup>rs</sup> *Viellard-Migeon et C<sup>ie</sup>*, les mines de fer de —; VI, 385.

CONFORT (Ain). Décret, du 17 janvier 1891, concédant au s<sup>r</sup> *Boulangier*, les mines de bitume de —; X, 8.

CONSEILS DE PRÉFECTURE. Circulaire (du ministre de l'intérieur), du 18 mai 1888, relative au droit des avocats de plaider devant les — sans exciper d'un mandat de la part de leurs clients; IX, 469. = Loi du 22 juillet 1889, relative à la procédure devant les —; IX, 400. = Circulaire, du 22 août 1889, relative aux délais fixés par la loi du 22 juillet 1889 pour l'appel des décisions des — (instructions pour les cas de notification aux parties par les soins des préfets); VIII, 243. = Circulaire (de la direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre), du 5 octobre 1889, relative à l'application de la loi du 22 juillet 1889; IX, 471. = Décret, du 18 janvier 1890, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 22 juillet 1889 (fixation du tarif des frais et dépens); IX, 443. = Circulaire (de la direction générale des contributions directes), du 1<sup>er</sup> février 1890, relative à l'application de la loi du 22 juillet 1889; IX, 473. = Circulaire, du 29 mars 1890, relative à la dispense de la formalité du timbre pour les requêtes introductives d'instance produites au nom de l'Etat, devant les —; IX, 452. = Circulaire (du ministre de la justice), du 3 juillet 1890, relative à l'application de la loi du 22 juillet 1889; IX, 477. = Circulaire (du ministre de l'intérieur), du 31 juillet 1890, portant envoi d'instructions aux préfets pour l'application de la loi du 22 juillet 1889; IX, 422.

CONTRAVENTIONS. Circulaire, du 5 mai 1884, relative aux poursuites à exercer à l'oc-

casion de procès-verbaux de — (mines et carrières souterraines), régulièrement dressés par le service des mines; III, 187. = Procès-verbaux d'accidents et de —. Voir ACCIDENTS. = Procès-verbaux de — en matière d'appareils à vapeur. Voir APPAREILS A VAPEUR; en matière de chemins de fer. Voir CHEMINS DE FER (*Contrôle*).

CONTREXÉVILLE (Vosges). Voir EAUX MINÉRALES.

CONTRÔLEURS DES MINES. Décret, du 13 février 1890, changeant le titre de gardes-mines en celui de — et fixant le traitement de ces agents; IX, 10. = Circulaire, du 13 février 1890, portant envoi du décret, de même date, qui précède; IX, 20. = Circulaire, du 19 mars 1890, relative aux résidences et subdivisions des conducteurs et commis des ponts et chaussées et des —; IX, 148. = Arrêté ministériel, du 22 mars 1891, relatif aux examens d'aptitude, aux emplois de — (emplois réservés aux anciens sous-officiers); X, 98. = (Frais fixes des ingénieurs et —) Voir INGÉNIEURS. = Voir FRANCHISES POSTALE ET TÉLÉGRAPHIQUE.

CORNET (S<sup>r</sup>). Voir CHÂTEAUSUR-CHER (*Commune de*).

CORSE (Gratuité du passage pour l'Algérie et la). Voir ALGÉRIE.

CORTAL (Le) (Puy-de-Dôme). Décret, du 8 novembre 1887, portant : 1<sup>o</sup> concession à la *Société civile des mines de bitume et d'asphalte du Centre*, des mines de bitume de —; 2<sup>o</sup> rejet de la demande de la *Société générale des bitumes et asphaltes français et d'entreprises de travaux publics*, en concession de mines de

CORTAL (Le) (*suite*) : bitume dans les communes de *Lussat* et autres (Puy-de-Dôme) ; en fusion de cette concession avec celles de *Lussat*, de *Pont-du-Château-Ouest*, de *Pont-du-Château-Est*, des *Roys-Nord* et du *Puy-de-la-Bourrière* (Puy-de-Dôme) ; en réunion de cette concession unique avec celles de *Malintrat* et de *L'Escourchade* (Puy-de-Dôme), de *Chézery* (Ain) et des *Fumades* (Gard) et subsidiairement la réunion de la nouvelle concession sollicitée aux neuf concessions ci-dessus désignées ; VI, 382.

COSNES (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 1<sup>er</sup> juin 1882, concédant au s<sup>r</sup> *Paquel* et à la *Société anonyme lorraine industrielle*, les mines de fer de — ; I, 495.

COSTE (La) (Gard). Voir SAINT-FÉLIX (*Concession de*).

COSTE, CLAVEL et C<sup>ie</sup> (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Investitions*).

CÔTE-DE-SION (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 3 janvier 1887, concédant à la *Société anonyme des forges de Champigneulles et Liverdun* et à la *Société métallurgique de la Haute-Moselle*, les mines de fer de — ; VI, 5.

CÔTE-THIOLLIÈRE (Loire). Voir REVEUX (*Concession de*).

COURCELLES-LÈS-LENS (Pas-de-Calais et Nord). Voir ESCARPELLE (*Concession de L*).

COURIOT, MAËS ET GANNE (S<sup>rs</sup>). Voir MAYRES (*Concession de*).

COURRIÈRES (Compagnie des mines de). Voir DYNAMITE ; JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains*).

COURTCHAISE (Haute-Savoie). Voir SEYSSEL (*Concession de*).

COUTRES (Hautes-Pyrénées). Décret, du 20 août 1885, portant remise de la redevance proportionnelle imposée sur la mine de plomb et de zinc de — pour l'exercice 1884 (produits de 1883) ; IV, 230.

CRÉDIT AGRICOLE. Voir BEAUVAL (*Commune de*).

CRESPIN (Chemin de fer des mines de). Voir CHEMINS DE FER MINIERS.

CROIX DES PALLIÈRES (La) (Gard). Voir SAINT-FÉLIX (*Concession de*).

CROMARIAS (S<sup>r</sup>). Voir TAYA (*Concession du*).

CROZET (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

CROZIER et C<sup>ie</sup>. Voir JURISPRUDENCE (*Puits, travaux de mines*).

CROZON (Indre). Décret, du 1<sup>er</sup> juillet 1891, autorisant le s<sup>r</sup> *Farnault*, à exécuter des recherches de mines de plomb dans la commune de — ; X, 287.

CRUSNES (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 10 mars 1886, concédant à la *Compagnie anonyme des forges de Châtillon et Comentry*, les mines de fer de — ; V, 132.

CUBLAC (Corrèze). Décret, du 28 janvier 1886, rejetant une demande d'extension dans les communes de — et de *Terrasson* (Dordogne), de la concession des mines de houille de — ; V, 40.

CUISY (S<sup>r</sup>). Voir DYNAMITE.

CUIVRE (Société française des mines de). Voir GUILLAUMES (*Commune de*).

CURTIL (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Concessions de mines*) ; QUATRE-CHEMINS (*Concession des*).

CUSTINES (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 17 août 1888, substituant un nouveau cahier des charges à celui annexé au décret institutif de la concession des mines de fer de — ; VII, 249.

## D

DAGUIN et C<sup>ie</sup> (Société). Voir HARAUCOURT, SAINT-NICOLAS (*Concessions de*).

DANCOISNE (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Puits, travaux de mines*).

DARLEUX et consorts. Voir JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains*).

DAUPHIN (S<sup>r</sup>). Voir DYNAMITE.

DAVEY, BICKFORD, SURITH et C<sup>ie</sup>. Voir DYNAMITE.

DAX (Compagnie anonyme des salines de). Voir BIDART ; LARRALDE (*Concessions de*).

DEBUI ET RAYMOND FILS (Société). Voir GRAVENAND (*Concession de*).

DECOSTER (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Puits, travaux de mines*).

DECITRE (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Accidents*).

DECIZE (Compagnie des mines de). Voir JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains*).

DECUERS (S<sup>r</sup>). Voir VAUCRON (*Concession de*).

DELAMARE (S<sup>r</sup>). Voir R'ARBOU (*Concession de*).

DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS. Loi, du 8 juillet 1890, portant institution des — ; IX, 236. = Circulaire, du 9 juillet 1890, portant envoi d'instructions pour l'application de la loi du 8 juillet 1890 (Formation des circonscriptions et fixation des bases des indemnités des délégués) ; IX, 323. = Circulaire, du 19 juillet 1890, portant envoi d'instructions pour l'application de la loi du 8 juillet 1890 (opérations électorales) ; IX, 351. = Loi, du 1<sup>er</sup> août 1890, destinée à assurer, en 1890, l'exécution de la loi du 8 juillet 1890 ; IX, 318. = Loi, du 8 août 1890 (Extrait ; article 34 : redevances pour la rétribution des —) (cet extrait est inséré dans la circulaire du 19 janvier 1891) ; X, 12. = Circulaire, du 19 août 1890, portant envoi d'instructions pour l'application de la loi du 8 juillet 1890 (fonctionnement des délégués) ; IX, 382. = Circulaire, du 30 septembre 1890, relative au mandatement des indemnités dues aux — ; IX, 416. = Loi, du 26 décembre 1890, portant fixation du budget de l'exercice 1891 (Extrait concernant le recouvrement des redevances pour la rétribution des —) ; IX, 502. = Circulaire (du ministre des finances), du 15 janvier 1891, relative au recouvrement des redevances afférentes au payement des indemnités dues aux — ;